Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 8, n°3 | Novembre 2017

Capital environnemental et dynamiques socio-économiques des territoires

Le capital environnemental : esquisse d'une notion pour la compréhension des dynamiques socio-environnementales

Introduction au dossier « capital environnemental »

Environmental capital: draft of a notion for understanding socio-environmental dynamics

Christophe Beaurain, Romain Rouaud et Paul Arnould

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/11947>

DOI : 10.4000/developpementdurable.11947

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Christophe Beaurain, Romain Rouaud et Paul Arnould, « Le capital environnemental : esquisse d'une notion pour la compréhension des dynamiques socio-environnementales », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 8, n°3 | Novembre 2017, mis en ligne le 25 novembre 2017, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/11947> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.11947

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Le capital environnemental : esquisse d'une notion pour la compréhension des dynamiques socio-environnementales

Introduction au dossier « capital environnemental »

Environmental capital: draft of a notion for understanding socio-environmental dynamics

Christophe Beaurain, Romain Rouaud et Paul Arnould

- 1 Le dossier proposé dans ce numéro de la revue *DD&T* est le fruit d'une réflexion menée depuis 2012 au sein du laboratoire de géographie GEOLAB de l'université de Limoges autour de la notion de « capital environnemental ». Dans la continuité de cette réflexion, le laboratoire a souhaité ouvrir la discussion à des contributions extérieures, par le biais de l'organisation d'un colloque à caractère pluridisciplinaire et international. Celui-ci s'est tenu en novembre 2015 et a réuni une cinquantaine de chercheurs. Il a permis d'enrichir de manière substantielle la réflexion sur cette notion, et notamment sa pertinence dans les champs de réflexion associés à la question environnementale, et ses interactions potentielles avec d'autres concepts plus fréquemment mobilisés en géographie. Par ces échanges interdisciplinaires, l'objectif était aussi de faire progresser le contenu de la définition initiale pour esquisser une grille de lecture des interactions sociétés-environnement à partir de la notion de capital environnemental.
- 2 Ce colloque a donné lieu à une première publication dans la revue *Norois* en décembre 2017, qui insiste sur la relation entre capital environnemental et espaces emblématiques, lieux de concentrations d'enjeux socio-économiques et d'incarnations de valeurs environnementales spécifiques.
- 3 Ce dossier de la revue *DD&T* vise à éclairer, à partir de quelques rappels sur les sources épistémologiques de la notion de capital environnemental et au travers de divers cas concrets de terrain, les interactions possibles vis-à-vis de notions telles que « ressources »

« bien communs », « capital naturel » ou encore « services écosystémiques », généralement mobilisées dans l'analyse de problèmes environnementaux territorialisés.

1. Une notion en construction

- 4 La définition originelle mise en débat dans l'appel à communications de ce colloque associait le capital environnemental à une notion visant à mieux comprendre les dynamiques socio-environnementales. L'environnement y était défini comme une construction politique et sociale, issue des interactions entre une matérialité biophysique et les représentations dont elle fait l'objet de la part des individus, dans le cadre des dynamiques sociales structurant les comportements individuels. Sur cette base, le capital environnemental était présenté comme l'ensemble des investissements (socio-économiques, idéologiques, émotionnels, politiques, artistiques...) liés à l'environnement et réalisés par des acteurs selon leurs représentations, intérêts et systèmes de valeurs spécifiques. Ces multiples investissements étant le plus souvent effectués au nom de valeurs construites socialement, variées et parfois contradictoires (Richard *et al.*, 2017).
- 5 Ainsi définie, la notion de capital environnemental vise à fournir une grille d'analyse de la diversité des engagements individuels ou collectifs sur les questions écologiques, et à montrer l'influence des capitaux existants (culturels, économiques, sociaux...) dans ces engagements, dans les pratiques concrètes qu'ils génèrent et dans les distinctions qu'ils structurent. L'apport principal de cette notion se situe alors selon nous dans sa capacité à mettre au jour l'influence potentielle des conditions sociales (rapports de domination, inégalités, formes d'exclusion...) structurant les interactions issues de ces engagements individuels en faveur de l'environnement.

2. Les racines épistémologiques de la notion

- 6 Dans ce processus de construction de la notion de capital environnemental, deux sources épistémologiques ont jusqu'à présent été principalement mobilisées.
- 7 C'est d'abord la géographie qui est ici convoquée, en tant que science humaine. Elle a, tout au long du vingtième siècle, nourri la réflexion sur la question des interactions entre les sociétés humaines et leurs milieux naturels, dans l'optique de dépasser la distinction sujet/objet structurant la pensée scientifique dans le monde moderne. Sans remonter jusqu'à la géographie vidalienne (1903), ou même l'œuvre d'Éric Dardel (1952), empreinte d'une lecture phénoménologique de la matérialité terrestre, disons simplement que la notion de capital environnemental se situe dans une perspective proche de celle proposée depuis une trentaine d'années par le géographe français Augustin Berque. En plaçant l'interaction entre les sociétés humaines et leurs milieux naturels à l'origine de toute action humaine, cet auteur apporte un regard critique sur la conception moderne du rapport de l'individu à sa réalité environnante¹. Partant de la définition de « l'écoumène » comme le reflet de la présence humaine sur la Terre, « *la Terre en tant qu'elle est habitée par l'Humanité, et l'Humanité en tant qu'elle habite la Terre* » (Berque, 1987), il rappelle que la réalité géographique ne peut être réduite à une collection d'objets extérieurs aux sociétés humaines, pas plus qu'elle ne doit d'ailleurs être appréhendée à partir de la seule intériorité du sujet. Rejetant la conception moderne de l'espace qui a progressivement déconnecté l'individu de la réalité qui l'environne, il souligne la nécessité de considérer

celle-ci comme une réalité relationnelle, comme la relation de l'humanité à l'étendue terrestre (Berque, 2000). Le concept de « médiance » traduit ainsi cette idée d'une relation des sociétés humaines à l'étendue terrestre, qui participe pleinement de la constitution des milieux humains. À travers son caractère intrinsèquement relationnel, le concept de médiance exprime l'impossibilité de considérer les milieux humains à partir de la dualité moderne sujet/objet, et la nécessité par conséquent de reconnaître que les êtres humains tout autant que les choses qui composent leurs milieux participent ontologiquement de cette relation. Cette racine d'inspiration phénoménologique des rapports de l'homme à son environnement constitue une source essentielle pour la compréhension de l'apport heuristique potentiel de la notion de capital environnemental, dans la mesure où elle interpelle directement la question des rapports entre une matérialité physique environnementale et les comportements de l'être humain.

- 8 Plus généralement la géographie sociale apparaît comme le sous-champ disciplinaire de référence, en tant que celui-ci s'intéresse à la fois au décodage des rapports qu'entretiennent les sociétés avec leur espace terrestre et à l'identification des formes et des organisations géographiques qui en découlent. Par géographie sociale, il faut entendre ici une volonté de « *décrire et d'expliquer les aspects de la vie en société qui contribuent à la différenciation spatiale et à l'organisation de l'espace* » (Claval, 2005, p. 101). S'inscrire dans le champ de la géographie sociale, c'est en effet considérer que l'analyse des rapports sociaux ne peut être déconnectée des rapports spatiaux (usages, appropriations...). Selon Di Méo et Buléon (2005), une « géographie sociale complexe » invite à pousser la réflexion dans quatre directions simultanées : l'imbrication des rapports sociaux et des rapports spatiaux, le repérage des positions sociales différentielles dans l'espace géographique, l'étude des pratiques de cet espace, et les conditions de production des représentations et images mentales composant l'imaginaire spatial des individus et des groupes. La notion de capital environnemental entre selon nous dans ce programme de recherche général, en mettant plus particulièrement l'accent sur les dynamiques sociales à l'œuvre dans les pratiques et les représentations de l'environnement naturel. Ajoutons encore, pour compléter le panorama des racines géographiques de cette notion, qu'elle s'inscrit également dans le courant de la géographie critique (ou radicale), dont l'objectif est un dévoilement des rapports spatiaux de domination véhiculés par le capitalisme et la déconstruction des discours dominants qui les sous-tendent (Berg, 2010). Enfin, on peut souligner que cette notion entre également en résonance avec l'approche sociopolitique de l'environnement proposée par la géographie environnementale (Chartier et Rodary, 2016). Celle-ci, en s'appuyant notamment sur la géographie française antérieure au « tournant spatialiste » des années 1960 et sur les travaux du courant anglophone de la *Political Ecology*, tente un rapprochement entre la géographie, l'écologie et le politique. Elle insiste en particulier sur les dimensions nécessairement politiques et sociales de tous les discours et pratiques constitutives depuis quelques années des interactions entre nature et société, à l'image de la question des changements environnementaux. Plus précisément, la notion de capital environnemental rejoint potentiellement l'approche de la géographie environnementale sur une même volonté d'appréhender l'intrusion de la question naturelle dans le champ social. Cette posture implique notamment de ne pas réduire l'environnement à un objet matériel, mais oblige également à reconnaître que « *l'objet de la science participe d'une attente et d'un cadre sociaux* » (Chartier et Rodary, 2016, p. 31). Prendre en compte le cadre inévitablement politique de l'action humaine sur la nature rejoint ainsi la préoccupation exprimée par la notion de capital environnemental de mettre au jour la diversité des

engagements individuels et des capitaux qui les sous-tendent, pour aborder par exemple la question délicate des arbitrages à réaliser entre les différentes formes d'empreintes sur la nature, causées par les comportements sociaux.

- 9 Bien évidemment, la notion de capital environnemental puise également sa source dans la sociologie bourdieusienne. Compte tenu de l'importance prise par la question de l'environnement dans les débats de société et dans les comportements des acteurs sociaux, il paraît justifié d'évoquer l'émergence récente d'un champ environnemental autonome, avec ses objets, ses pratiques, et ses intérêts spécifiques. Ce champ pourrait alors être analysé comme le lieu de structuration des positionnements individuels au nom des valeurs engagées et de déroulement de pratiques menées au nom de ces valeurs (Richard *et al.*, 2017), et l'hypothèse posée serait donc qu'il est possible d'analyser les interactions qui composent ce champ en révélant l'influence des positions sociales et des dispositions des agents dans ces engagements, afin de rendre intelligible la mécanique des comportements et des rapports sociaux de domination. On sait que chez Bourdieu (1980a), la mise au jour d'une dynamique de « l'habitus » vise précisément à dépasser l'opposition traditionnelle dans la pensée moderne entre le sujet et l'objet. En effet, l'habitus renvoie à une intériorisation par les individus des structures objectives extérieures (socialisation familiale, scolaire et de l'ensemble des situations jalonnant la vie quotidienne). Ces structures objectives, incorporées de manière inconsciente par l'individu, jouent un rôle de « structures structurantes » pour les représentations et les pratiques correspondant à l'engagement des individus dans le champ considéré, et déterminent les dispositions de chacun à s'engager dans l'espace social (Bourdieu, 2000). Dans cette dynamique de l'habitus, la socialisation des individus agit donc comme un conditionnement, sans qu'il y ait de visée consciente des fins, à l'insu des agents eux-mêmes, et participe finalement de la reproduction sociale et des formes de domination qui la structurent (Bourdieu, 1994). Augustin Berque a souligné la proximité qui existait entre cette approche bourdieusienne des dynamiques sociales et sa propre approche en termes de « médiance ». À la condition de considérer le milieu géographique comme participant à la structuration de l'existence humaine (donc de dépasser l'assimilation bourdieusienne de la nature à la socialisation, définie par le « corps animal », par une référence au « corps médial » qui associe la nature à l'interaction nature/société), la dynamique des interactions entre l'être humain et la nature fonctionne comme l'habitus, à la fois comme une accumulation d'expériences et comme une « *matrice de l'action humaine* » (Berque, 1987). Chez Bourdieu, cette structuration du social à partir de l'habitus repose fondamentalement sur la mobilisation par les agents de différents capitaux (économique, culturel, social et en définitive symbolique) et leur conversion selon les situations et les enjeux (Bourdieu, 1980b)². Les différents engagements et les luttes propres au champ considéré, ici l'environnement, au nom de valeurs parfois contradictoires invoquées par les individus ou les groupes (protection, transmission, valorisation économique...) doivent donc se lire à l'aune de cette dynamique des rapports sociaux, révélatrice des positions socialement différenciées et qui participe fondamentalement de l'expression des formes de domination inconsciemment acceptées. Même si on peut légitimement s'interroger sur la pertinence d'une introduction, assez inflationniste ces dernières années, de nouveaux capitaux par rapport à la structuration bourdieusienne initiale (Neveu, 2013), la notion de capital environnemental, ainsi portée par l'appareillage conceptuel de l'argumentaire bourdieusien, présente l'avantage selon nous d'offrir une grille de lecture intéressante des dynamiques sociales à l'œuvre dans la structuration du champ de l'environnement.

3. Capital environnemental *versus* capital naturel ?

- 10 Si les racines géographiques et sociologiques de la notion de capital environnemental ont été dès l'origine mobilisées dans le processus de construction de cette notion, l'intégration de la dimension économique a semblé *a contrario* poser quelques difficultés. À cet égard, il paraît indispensable d'interroger le positionnement de la notion de capital environnemental par rapport à celle de capital naturel, plus ancienne et par conséquent plus fréquemment mobilisée dans la littérature scientifique, et popularisée par le courant hétérodoxe en économie dit de l'« Ecological Economics » (Costanza, 1991 ; Costanza et Daly, 1992 ; Costanza *et al.*, 1997). Sur ce point, les chercheurs ayant participé à la construction de la notion de capital environnemental ont plutôt insisté jusqu'à présent sur les différences de posture épistémologique entre les deux notions. Selon Richard *et al.* (2017), en effet, le capital naturel tel que défini dans le cadre de ce courant s'inscrit essentiellement « *dans une approche positiviste reposant sur l'évaluation du potentiel écologique et économique des éléments naturels et des processus écosystémiques qui en dépendent, à des fins donc d'évaluation économique* ». Quant à la notion de capital environnemental, elle réside davantage dans une approche à mi-chemin du constructivisme et du structuralisme, visant à la compréhension et à la révélation des dynamiques sociales à l'œuvre. Cette distinction, bien réelle, risque néanmoins de masquer des points de convergence entre les deux notions, notamment parce qu'elle met l'accent sur l'hégémonie de l'évaluation monétaire sous-tendue par toute analyse économique, orthodoxe ou non. Or ces points de convergence pourraient constituer selon nous des pistes de réflexion intéressantes pour un dialogue fertile avec les approches économiques hétérodoxes, critiques vis-à-vis d'une posture orthodoxe en économie. Celle-ci, rappelons-le, ramène fondamentalement toute analyse liée à l'environnement naturel à la question de l'évaluation monétaire des biens qui le composent et au bon fonctionnement d'un processus classique d'allocation optimale des ressources à partir des préférences individuelles. Il faut insister sur deux conséquences majeures de cette approche strictement économique. D'une part, toute question environnementale est traitée dans le seul cadre de l'expression d'une rationalité individuelle, indépendamment de la réalité biophysique dans laquelle se développent les relations économiques, et l'objectivation de ces relations s'effectue alors exclusivement par le biais des évaluations monétaires. D'autre part, ce type d'objectivation assurée par l'allocation optimale des ressources permet précisément d'envisager une substitution des ressources entre elles, environnementales ou non, ce qui relègue au second plan la question de l'épuisement des ressources naturelles et/ou de leur dégradation. Face à cette posture orthodoxe, l'économie écologique³ considère *a contrario* que l'objectivation des relations sociales à la biosphère passe par la prise en compte des flux physiques (flux de matières et d'énergie dans les processus de production par exemple) et par la reconnaissance d'une dépendance inévitable des relations économiques vis-à-vis de cette réalité naturelle que caractérisent ces flux (Froger *et al.*, 2017). Pour l'économie écologique, il y a lieu d'inscrire l'analyse économique dans l'affirmation d'un encastrement des relations socio-économiques au sein du fonctionnement biophysique de la Terre. Cette posture nécessite par conséquent une lecture croisée des processus économiques par les sciences humaines et sociales et les sciences de la nature, comme en témoigne l'importance donnée par l'économie écologique à l'histoire contemporaine des notions de biosphère et d'écosystème, en particulier depuis les années 1930, et à l'analyse

écoénergétique des années 1970 (Vivien, 1994). De la sorte, l'économie écologique renouvelle la question des interactions entre société et nature, sous un angle certes essentiellement économique qui élude en apparence la question des dynamiques sociales à l'œuvre, mais en soulignant que l'économie ainsi « re-substantivée » ne peut se résumer à une objectivation des relations par les seuls prix, mais doit tenir compte de la réalité des flux et de leurs évolutions. Plus précisément, la nature fondamentalement entropique des relations économiques, tirée des lois de fonctionnement des matières, ressources et sources d'énergie utilisées par l'économie, amène les auteurs de l'économie écologique à insister sur les limites biophysiques incompressibles de la croissance économique. Ils sont conduits à réfuter fondamentalement la possibilité d'une substitution des différentes ressources naturelles entre elles en défendant l'existence d'un capital naturel critique. Cette posture hétérodoxe en économie ouvre potentiellement des points de convergence avec la notion de « capital environnemental », dans la mesure où celle-ci permet de considérer les dynamiques sociales à l'œuvre dans les engagements individuels et collectifs.

- 11 D'une part, elle remet en cause la posture « objectivore » de la théorie économique standard et son évacuation de la réalité matérielle, pour insister au contraire sur les interactions entre nature et société. La définition du capital naturel à partir des ressources naturelles et des milieux, des jeux d'acteurs, et des institutions de régulation (Froger *et al.*, 2016) rejoint l'analyse en termes de capital environnemental en ce qu'elle renouvelle la réflexion sur les modalités d'objectivation des dynamiques sociales au sein des comportements individuels. De ce point de vue, l'analyse institutionnaliste mobilisée par certains auteurs de l'économie écologique pourrait venir utilement nourrir la réflexion sur la définition du capital environnemental, en se focalisant notamment sur l'influence des institutions dans les engagements individuels et collectifs au sein du champ de l'environnement, ainsi que sur la dynamique introduite par le changement institutionnel dans l'évolution de ces engagements et des accords collectifs qui les structurent (Vatn, 2005 ; Petit *et al.*, 2015).
- 12 D'autre part, en repoussant l'idée d'une objectivation des relations par les seules évaluations monétaires, l'économie écologique insiste sur la pluralité des valeurs mises en jeu par les individus ou les groupes dans la gestion des biens environnementaux et l'incommensurabilité de ces valeurs (Douai et Plumecocq, 2017). De là vient logiquement la revendication de l'économie écologique en faveur de l'utilisation de diverses méthodes d'évaluation, monétaires ou non, mais également son insistance sur la nécessaire reconnaissance des conflits pouvant survenir entre les différentes valeurs attribuées à l'environnement. Ceci oblige à s'intéresser aux processus de délibération et aux formes de gouvernance qui peuvent permettre de surmonter ces conflits. Là encore, les réflexions issues de l'économie écologique sur les procédures de délibération, les critères de la décision, et le rôle des institutions dans l'expression d'une rationalité collective pourraient utilement alimenter le dialogue avec les fondements de la notion de capital environnemental.
- 13 Finalement, ces rappels sur les racines épistémologiques de la notion de capital environnemental et sur la mise en perspective de celle-ci vis-à-vis de l'approche économique hétérodoxe en termes de capital naturel nous amènent à insister sur quelques apports heuristiques potentiels de cette notion. En premier lieu, la notion de capital environnemental renvoie clairement à une volonté d'aborder l'analyse des comportements au sein du champ de l'environnement à partir d'un dépassement de

l'opposition traditionnelle entre subjectivisme et objectivisme. Parler en termes de capital environnemental, c'est tout autant considérer l'importance de la réalité matérielle des objets qui composent l'environnement terrestre que s'interroger sur les formes d'objectivation de la relation des individus à la nature. Partant, cette notion suggère qu'il est essentiel d'articuler la réflexion relative aux liens ontologiques qui unissent l'individu à son environnement naturel (jusqu'au point de sa perception des limites au développement de ses activités économiques) à celle sur l'influence des dynamiques sociales sur les dispositions individuelles relatives à ce champ de l'environnement. Enfin, le dialogue avec l'approche économique en termes de capital naturel suggère de considérer ces dynamiques sociales non pas seulement sous l'angle de la reproduction de rapports de domination/exclusion dont l'influence réelle échapperait en partie à la perception d'agents guidés par l'*habitus*, mais également comme l'expression de multiples valeurs ou formes d'attachement attribuées à l'environnement par les individus. Cela amène alors à considérer les conflits qui peuvent survenir entre ces multiples engagements individuels, et par conséquent les diverses formes d'action collective (gouvernance...) qui, reflétant plus ou moins ces rapports de domination, permettent de surmonter ces conflits. De ce point de vue, on ne peut que souligner la volonté commune des analyses en termes de capital environnemental et de capital naturel d'enrichir la réflexion sur la notion de justice/injustice environnementale dans le traitement des conflits environnementaux. L'approche par le capital environnemental aide à la révélation des processus d'appropriation et de contrôle de l'actif environnemental, par le jeu inconscient de la conversion des capitaux et, partant, des logiques de domination et d'exclusion qui sous-tendent les inégalités (Richard *et al.*, 2017). L'approche par le capital naturel, quant à elle, à partir d'une dénonciation des injustices sociales dans l'exploitation des ressources naturelles (Martinez-Alier, 2002) ouvre notamment une réflexion sur les conditions institutionnelles d'un processus de construction d'une meilleure justice sociale ou d'un « bien commun » (Douai et Plumecocq, 2017). Sur ce point, la mobilisation de la notion de capital environnemental entre possiblement en résonance avec les approches patrimoniales de la gestion des ressources environnementales, en particulier celles qui se sont développées en France depuis les années 1980 à la suite des travaux d'Henri Ollagnon (Ollagnon, 1979) et d'Olivier Godard (Godard, 1990), et plus récemment de l'École française du patrimoine (Barrère *et al.*, 2005 ; Petit et Romagny, 2009 ; Calvo-Mendieta *et al.*, 2014), ou dans le monde anglo-saxon au sein du courant dit des ressources communes (« common pool resources »), autour des travaux d'Elinor Ostrom notamment (Ostrom, 1990 ; 2005 ; 2010). Ces approches patrimoniales ouvrent en effet une réflexion sur les conditions d'élaboration d'une gestion collective des ressources environnementales à partir d'une auto-construction de règles et d'institutions, constitutive d'un ancrage dans le temps et dans l'espace et d'une identité communautaire. La conception patrimoniale d'E. Ostrom reste, d'un point de vue strictement épistémologique, fortement teintée d'individualisme méthodologique et de rationalité individuelle, et ne permet ainsi que partiellement d'appréhender la diversité et l'hétérogénéité des investissements individuels participant à la construction d'une action collective (Calvo-Mendieta *et al.*, 2014). Les travaux de l'École française du patrimoine, qui s'inscrivent dans une perspective plus institutionnaliste et invitent ainsi à une lecture plus critique des formes de l'action collective, ouvrent probablement des perspectives d'interactions plus intéressantes avec la notion de capital environnemental. Les concepts de « patrimoine commun », de « propriété commune » (Calvo-Mendieta *et al.*, 2017) ou de « relations patrimoniales » mobilisées par ces auteurs soulignent en effet

l'importance du processus de révélation des rationalités, individuelles ou collectives, et la diversité des relations économiques, marchandes ou non, dans la construction d'une gestion patrimoniale des ressources environnementales. Dans un dialogue croisé avec ces approches patrimoniales, la notion de capital environnemental pourrait ainsi alimenter la réflexion sur les formes de reproduction dans le temps de positions individuelles différenciées et potentiellement inégalitaires, et sur les obstacles à surmonter pour la construction d'une action collective visant la gestion de ce patrimoine commun.

- 14 On le voit, si la notion de capital environnemental reste encore à consolider du point de vue de ses fondements théoriques, elle ouvre en tout cas un espace de dialogue très prometteur avec d'autres approches relevant des sciences humaines.
- 15 De ce point de vue, les articles présentés dans ce dossier soulignent à la fois l'importance des connaissances issues des études de terrain dans ce processus de construction de la notion, et la contribution potentielle d'une confrontation avec les notions plus fréquemment mobilisées dans l'analyse de la gestion des ressources environnementales. Les cinq textes donnent en effet un aperçu des différentes manières dont la notion de capital environnemental peut être entendue ou mobilisée, et soulignent la nécessité de ne pas négliger la dimension économique des modalités d'expression des dynamiques socio-environnementales. Ce que révèlent cet intérêt des auteurs pour la notion et cette diversité d'usages, c'est probablement une carence conceptuelle pour saisir la complexité des interactions entre les sociétés humaines et l'environnement naturel, lorsqu'en géographe ou économiste nous sommes amenés à analyser la place de la nature dans les dynamiques socio-économiques.
- 16 Dans le premier article, Heval Yildirim, Mélanie Requier-Desjardins et Hélène Rey-Valette (2017) mettent en lumière les liens étroits qui existent entre l'approche des services écosystémiques, celle en termes de capital environnemental et celle portant sur le capital territorial. Les trois auteurs insistent sur le processus de construction territoriale et font référence à la mobilisation et l'appropriation des acteurs, ainsi qu'à l'organisation socio-institutionnelle autour des usages de ces ressources. Pour eux, l'enjeu est d'intégrer la question des valeurs environnementales dans la transformation d'un capital naturel en un capital territorial. À partir d'une étude de terrain menée sur la presqu'île de Karaburun en Turquie, les auteurs montrent qu'une lecture en termes de services écosystémiques de la gestion des ressources d'un territoire ouvre la porte à une mobilisation de la notion de capital environnemental, pour la compréhension des processus de patrimonialisation et de révélation de la ressource territoriale.
- 17 Ce besoin d'un détour par l'analyse des engagements individuels sous-jacents au développement territorial est également exprimé dans l'article de Véronique André-Lamat, portant sur la gestion de l'eau au Pharak (Népal) (2017). En effet, dans une perspective qui se veut plutôt critique à l'égard de la notion de capital environnemental, la réflexion porte sur la manière d'intégrer les dynamiques sociales dans l'analyse de la transformation d'une eau source en une eau ressource, et des modes de gouvernance qui régissent cet accès à l'eau d'un bien-source. Si l'auteure suggère que la notion de capital environnemental paraît pertinente pour la compréhension des stratégies individuelles de valorisation économique de la ressource, dans le cas d'une gestion collective intégrant des formes de gouvernance, elle conclut en revanche que cette notion n'est plus nécessairement opérante et invite à convoquer plutôt celle de « bien commun ». Par cette mise en garde à l'égard de la valeur heuristique de la notion de capital environnemental en dehors du champ de l'économie de marché, elle engage une réflexion, nécessaire, sur

le positionnement de cette notion vis-à-vis du champ de l'économie et des analyses en termes de « biens communs » dans la gestion des ressources environnementales. Ce problème de la traduction de l'environnement en ressource, placé généralement au cœur de la réflexion sur la dynamique territoriale, est au demeurant une question évoquée par les cinq contributions à ce dossier. Il souligne l'importance d'interroger les différences entre la notion de capital environnemental et les approches économistes du capital, mais également leurs interactions possibles.

- 18 Dans le troisième texte, Sandrine Petit, en faisant l'historique des relations industrie-territoire-eau autour du Creusot, propose de dépasser une appréciation duale entre nature et société en mobilisant le cycle hydrosocial. Elle analyse l'évolution dans le temps, mais également l'espace, des enjeux liés à l'eau, de leur complexification aussi, en rythmant ce récit par des « moments » correspondant à des arrangements socio-environnementaux évolutifs. La mobilisation de la notion de capital environnemental lui paraît ici justifiée par l'existence de la demande sociale et des politiques publiques spécifiques en faveur d'une prise en compte de nouveaux engagements individuels dans la gestion des ressources environnementales. La dynamique temporelle de perception des enjeux qu'elle met ainsi au jour va de pair d'ailleurs avec l'idée que la ressource ne vaut que par sa révélation. Elle ouvre un champ de réflexion sur les possibles convergences de la notion de capital environnemental et l'analyse des formes d'action collective, en termes de gouvernance notamment. Dans leur article sur le cas du barrage de Loyettes, Sylvia Flaminio et Yves-François Le Lay (2017) posent la question des liens potentiels entre capital environnemental et formes de gouvernance. Dans l'exemple cité, on assiste selon eux à un surgissement de valeurs le temps d'une lutte contre la construction d'un barrage hydroélectrique, sur un site qui devient emblématique de ce que peut représenter un bien commun à sauvegarder localement. Les auteurs insistent ainsi sur l'importance de la notion de controverse pour la compréhension des dynamiques sociales et des engagements individuels et collectifs exprimés à travers les diverses logiques de valorisation. Dans ce processus temporel caractérisé par la controverse, la persistance de l'appropriation collective dépend de la nature du réseau d'acteurs mobilisés, et surtout des valeurs partagées par le collectif. Dans le cas de Loyettes, l'arbitrage juridique de l'État ne satisfait pas l'ensemble des intervenants engagés, s'ensuit une démobilitation des acteurs et une marginalisation du site, à bien des égards remarquable.
- 19 La question des modes de gouvernance dans la prise en charge de l'environnement est donc soulignée par les auteurs comme étant potentiellement engagée lors de la mobilisation de la notion de capital environnemental. Ce point est plus spécifiquement creusé avec le cinquième et dernier article, proposé par Mauve Létang. Plus précisément, l'auteure s'intéresse à l'évolution de l'organisation des *Van Panchayat*, nom donné dans la vallée du Johar (Himalaya indien) à l'espace forestier villageois administré par un conseil forestier élu, en charge de la gestion de la ressource forestière considérée ici comme un bien commun. Elle montre de quelle façon, dans la vallée du Johar, le basculement des formes d'organisation de la gestion des ressources naturelles modifie les inégalités socio-économiques entre les membres des communautés villageoises. Dans une configuration qui échappe en grande partie à l'échange marchand, Mauve Létang souligne l'influence de la différenciation des positions et de la conversion des capitaux individuels en capital environnemental dans la gestion de cet espace social spécifique.
- 20 En définitive, les différents textes présentés dans ce dossier nous montrent que la récurrence du voisinage de la notion de « capital environnemental » avec des champs de

recherche tels que les « biens communs », la « ressource territoriale », les « services environnementaux », est due au fait que l'environnement est abordé communément en tant qu'objet. La volonté de dépasser cette dualité de premier rang entre sujet et objet est justement ce qui amène intuitivement les auteurs à rechercher d'autres outils conceptuels. Il s'agit de trouver de nouveaux chemins de compréhension de la complexité qui entoure les relations société-environnement, et d'approcher au plus près la substantifique moelle de ce qui lie les dynamiques socio-économiques à l'environnement.

BIBLIOGRAPHIE

- André-Lamat V., 2017, « De l'eau source à l'eau ressource : production d'un capital environnemental ou d'un commun. L'exemple de l'eau domestique au Pharak (Népal) », *Développement durable et territoires*, vol. 8, n° 3, <https://developpementdurable.revues.org/11869>.
- Barrère C., Barthélemy R., Nieddu M., Vivien F.-D. (dir.), 2005, *Réinventer le patrimoine. De la culture à l'économie, une nouvelle pensée du patrimoine ?*, Paris, L'Harmattan.
- Berg L.-D., 2010 « Critical Human Geography », in Warf B. (dir.), *The Encyclopedia of Geography*, London, Sage Publishers, p. 616-621.
- Berque A., 1987, *Écoumène : introduction à l'étude des milieux humains*, Paris, Belin.
- Berque A., 2000, *Médiance, de milieux en paysages*, Paris, Belin.
- Calvo-Mendieta I., Petit O., Vivien F.-D., 2014, « Patrimoine, bien commun et capital naturel : débat conceptuel et mise en perspective dans le domaine de la gestion de l'eau », *Économie appliquée*, vol. LXVII, n° 4, p. 101-124.
- Calvo-Mendieta I., Petit O., Vivien F.-D., 2017, « Common Patrimony: A Concept to Analyze Collective Natural Resource Management. The case of water management in France », *Ecological Economics*, vol. 137, July, p. 126-132.
- Chartier D., Rodary E. (dir.), 2016, *Manifeste pour une géographie environnementale*, Paris, Presses de sciences politiques.
- Claval P., « La géographie sociale et culturelle », in Bailly A., *Les concepts de la géographie humaine*, Paris, Armand Colin, p. 99-110.
- Costanza R., (éd.), 1991, *Ecological Economics: The Science and the management of sustainability*, New York, Columbia University Press.
- Costanza R., Daly H., 1992, « Natural Capital and sustainable development », *Conservation biology*, vol. 6, n° 1, p. 37-46.
- Costanza R., Cumberland J., Daly H., Goodland R., Norgaard R., 1997, *An introduction to Ecological Economics*, Boca Raton, St Lucie Press.
- Dardel E., 1952, *L'Homme et la Terre*, Paris, PUF.
- Di Méo G., Buléon P., 2007, *L'espace social. Lecture géographique des sociétés*, Paris, Armand Colin.
- Douai A., Plumecocq G., 2017, *L'économie écologique*, Paris, La Découverte.

Flaminio S., Le Lay Y-F., 2017, « Vers la construction d'un capital environnemental par la lutte contre un projet d'aménagement ? Le barrage de Loyettes (Rhône-Alpes) », *Développement durable et territoires*, vol. 8, n° 3, <https://developpementdurable.revues.org/11882>.

Froger G., Calvo-Mendieta I., Petit O., Vivien F.-D., 2016, « Qu'est-ce que l'économie écologique ? », *L'économie politique*, n° 69, p. 8-23.

Godard O., 1990, « Environnement, modes de coordination et systèmes de légitimité : analyse de la catégorie de patrimoine naturel », *Revue économique*, n° 2, mars, p. 215-242.

Létang M., 2017, « Gouvernement des communs environnementaux et reproduction des inégalités dans le village de Sarmoli (Kumaon, Uttarakhand, Himalaya indien). Une lecture par le prisme du capital environnemental », *Développement durable et territoires*, vol. 8, n° 3, <https://developpementdurable.revues.org/11913>.

Martinez-Alier, J., 2002, *The environmentalism of the poor. A study of ecological conflicts and valuation*, Cheltenham, Edward Elgar.

Neveu E., 2013, « Les sciences sociales doivent-elles accumuler les capitaux ? », *Revue française de science politique*, vol. 63, n° 2, p. 337-358.

Ollagnon H., 1979, « Propositions pour une gestion patrimoniale des eaux souterraines : l'expérience de la nappe phréatique d'Alsace », *Bulletin ministériel pour la rationalisation des choix budgétaires*, n° 36, La Documentation française, Paris, p. 33-73.

Ostrom E., 1990, *Governing the Commons. The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge, Cambridge University Press.

Ostrom E., 2005, *Understanding Institutional Diversity*, Princeton, Princeton University Press.

Ostrom E., 2010, « Beyond Markets and States: Polycentric Governance of Complex Economic Systems », *American Economic Review*, vol. 100, n° 3, p. 641-72.

Petit O., Romagny B., 2009, « La reconnaissance de l'eau comme patrimoine commun : quels enjeux pour l'analyse économique ? », *Mondes en développement*, n° 145, p. 29-54.

Petit O., Özkaynak B., Ring I., 2015, « Ecological Economics and Institutional Dynamics: Introduction to the Special Issue », *Environmental Policy and Governance*, vol. 25, n° 4, p. 227-229.

Petit S., 2017, « "Le Creusot n'a pas d'eau". Tensions entre développement économique et capital environnemental sur le temps long », *Développement durable et territoires*, vol. 8, n° 3, <https://developpementdurable.revues.org/11876>.

Richard F., Saumon G., Tommasi G., 2017, « Le capital environnemental pour penser les dynamiques socio-environnementales des espaces emblématiques », *Noréis*, n° 243, p. 7-15.

Vatn A., 2005, *Institutions and the Environment*, Cheltenham, Edward Elgar.

Vidal de La Blache P., 1903, *Tableau géographique de la France*, Paris, La Table Ronde (1994).

Vivien F.-D., 1994, *Économie et écologie*, Paris, La Découverte.

Yildirim H., Requier-Desjardins M., Rey-Valette H., « Étudier la perception des services écosystémiques pour appréhender le capital environnemental d'un territoire et ses enjeux de développement, le cas de la péninsule de Karaburun en Turquie », *Développement durable et territoires*, vol. 8, n° 3, <https://developpementdurable.revues.org/11894>.

NOTES

1. Le point de départ de cette posture réside dans la mise en évidence du réductionnisme opéré par la modernité, en substituant l'idée d'un espace géométrique, homogène, uniforme et neutre à celle d'espace géographique caractérisé avant tout par des lieux présentant des singularités d'aspect, et dont les formes spécifiques concrétisent en définitive l'action humaine. A. Berque souligne que la géographie ne sera véritablement affectée par cette vision moderne et quantitative de l'espace qu'à partir de 1950.
2. Pour A. Berque, le capital social n'apparaît au contraire que comme une partie d'un capital « médial » plus vaste.
3. Rappelons que le courant dit de l'« Ecological Economics » représente en réalité un ensemble d'approches dont les postures épistémologiques sont parfois sensiblement différentes, plus ou moins critiques à l'égard de la théorie économique orthodoxe. Pour des raisons de simplification, sous le terme d'économie écologique nous renvoyons ici à la branche européenne de ce vaste ensemble, parfois assimilée à la « socio-économie écologique » (Douai, Plumecocq, 2017).

RÉSUMÉS

Ce dossier sur la notion de « capital environnemental » est issu d'un colloque organisé à Limoges en novembre 2015. Celle-ci est définie comme l'ensemble des investissements (socio-économiques, idéologiques, émotionnels, politiques, artistiques...) dans l'environnement réalisés par des acteurs. Cette notion révèle principalement l'influence potentielle des conditions sociales (rapports de domination, inégalités, formes d'exclusion...) structurant les interactions issues de ces engagements individuels en faveur de l'environnement. Dans cette introduction, nous précisons les sources épistémologiques de cette notion et soulignons son intérêt heuristique.

This special section dedicated to the notion of "environmental capital" comes from a conference organized in Limoges in November 2015. This notion is defined as all investments (socio-economic, ideological, emotional, political, artistic...) in the environment realized by actors. This notion mainly reveals the potential influence of social conditions (relationships of domination, inequalities, forms of exclusion...) structuring the interactions resulting from these individual commitments to the environment. In this introduction, we specify the epistemological sources of this notion and underline its heuristic interest by some examples.

INDEX

Mots-clés : capital environnemental, capital naturel, sociologie, géographie sociale, dynamiques socio-environnementales

Keywords : environmental capital, natural capital, sociology, social geography, socio-environmental dynamics

AUTEURS

CHRISTOPHE BEURAIN

Christophe Beurain est professeur d'économie-aménagement à l'université de Limoges, et membre du laboratoire GEOLAB (UMR 6042). Il travaille sur les modèles économiques alternatifs et leur articulation avec le développement territorial. Ses recherches portent notamment sur l'analyse des démarches d'écologie industrielle et territoriale, à partir des grilles de lecture proximiste et institutionnaliste.

ROMAIN ROUAUD

Romain Rouaud est géographe, membre associé du laboratoire Géolab (UMR 6042), université de Limoges, spécialiste de l'environnement, ses travaux portent sur l'évolution des pratiques environnementales et des dynamiques territoriales associées. Il travaille entre autres sur les questions de patrimonialisation, de biodiversité et de proximité.

PAUL ARNOULD

Paul Arnould est professeur émérite de géographie à l'École normale supérieure de Lyon. Membre de l'UMR 5600(CNRS-université de Lyon) « Environnement Ville Société ». Spécialiste des forêts et de l'environnement, il travaille aussi sur la nature en ville, la biodiversité, la multifonctionnalité et le développement durable.